

cet égard, je voudrais vous signaler la parution de l'étude de l'OCDE intitulée "Coûts et avantages du protectionnisme", qui fournit des informations détaillées sur l'incidence des mesures de protection sur nos économies.

Il existe, entre nos pays industrialisés, un vaste consensus sur l'objectif essentiel des relations économiques avec les pays en développement. Il s'agit de créer les conditions intérieures et extérieures nécessaires à une reprise de leur croissance, afin de permettre aux pays les plus démunis de sortir de la misère endémique, à d'autres d'achever leur industrialisation, et à tous, éventuellement, de s'intégrer davantage dans les grands courants d'échanges internationaux. La diversité de ces besoins reflète les différences considérables de situation entre les pays en développement, différences qu'il ne faut pas perdre de vue lorsque nous les aidons à résoudre leurs problèmes.

Il n'y a pas de solution unique pour atteindre cet objectif. Il est clair, toutefois, que les politiques nationales des pays en développement sont l'élément-clé. Les politiques économiques et sociales qu'ils mettent en oeuvre ont une importance majeure car elles doivent être à même de stimuler la productivité. A court terme, ces pays vont devoir procéder à des ajustements de manière à vouloir assurer leur développement à long terme. Certains seront confrontés à une baisse des entrées de capitaux; la plupart devront encourager l'épargne intérieure et modifier leurs politiques économiques pour les détourner des productions de substitution aux importations et les orienter davantage vers les produits d'exportation.

Pour permettre aux pays en développement de voir aboutir leurs efforts, nous devons les aider par une amélioration continue du climat économique international, ce qui implique des efforts financiers appropriés, une libéralisation des échanges, une reprise de l'investissement, ainsi qu'une gestion éclairée des problèmes de l'endettement.

Les perspectives d'accroissement des efforts financiers au-dessus des niveaux actuels, tant de la part des banques commerciales que des gouvernements, demeurent incertaines. Par conséquent, l'investissement privé direct et les crédits commerciaux sont susceptibles de jouer un rôle accru. Soucieux de créer un climat propice à l'investissement direct dans les pays en développement, nous pensons que la proposition d'une Agence Multilatérale